

ARRETE MUNICIPAL DU 23 JANVIER 2023

OBJET. : Occupation du Domaine Public – Stationnement gênant ;
Route de Paris ;

- Nous, Maire de Saint Martin Boulogne,
- Vu le code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles L 2211 – 1 L.2212-1, et L 2213-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route,
- Vu l’instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre Huitième partie-signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,
- Vu la circulaire ministérielle (intérieur) n° 86.230 du 17/07/86 sur la répartition des pouvoirs de police en matière de circulation routière,
- Vu la demande de l’entreprise Projekt 52K ayant son siège social au 52k, rue du 8 mai 1945 à Villers Bretonneux (80800), en vue de poser deux bennes au droit de l’immeuble sis 7 route de Paris à Saint Martin Boulogne afin d’effectuer des travaux de rénovation pour le compte de la pharmacie Brunet ;

ARRETONS :

Article 1 A compter du 30 janvier jusqu’au 14 février 2023 maximum, une occupation du domaine public est autorisée au droit de la propriété sise 7 route de Paris en vue de poser deux bennes (gravats et DIB). Le stationnement sera interdit sur deux places devant le 7 route de Paris (voir plan ci-dessous).

Article 2 Conformément aux articles R417-10 et R417-11 du Code de la Route, les véhicules stationnant en infraction aux dispositions de l’article 1 du présent arrêté seront considérés comme gênants et pourront faire l’objet d’une mesure de mise en fourrière.

Article 3 L’entreprise Projekt 52K assurera la mise en place de la signalisation spécifique et réglementaire afin d’assurer la sécurité publique.
Les bennes doivent être installées de façon à conserver la circulation piétonne. Un passage pour les piétons de 1,40m minimum de largeur sera aménagé le long de l’installation. Dans le cas de travaux ou de configuration des lieux rendant impossible cette dernière option, la circulation des piétons sera renvoyée sur le trottoir opposé par mise en place d’une signalisation verticale « piétons empruntez le trottoir d’en face » au droit des passages piétons existants de part et d’autre du dispositif implanté.

Article 4 Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire de Police de Boulogne sur Mer, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l’application du présent arrêté.

